

JEUX DE CIRQUE...

Nul lecteur de ce journal ne se méprendre, je suppose, sur les «sentiments» que nous pouvons éprouver pour un quelconque gouvernement. «Le Pouvoir est maudit». Et, avec Louise Michel, nous sommes persuadés que tout gouvernement, qui est l'expression politique de l'Autorité, ne peut qu'être néfaste aux intérêts du peuple.

Mais notre opposition doctrinale à de telles formes sociales ne peut, ni ne doit nous empêcher d'en analyser les successives expressions. Ne serait-ce que pour démontrer les contradictions, les absurdités et la malfaisance d'un système dont nous sommes, malgré nous, parties intégrantes et dont nous subissons quotidiennement les faits et les méfaits.

C'est pourquoi nous nous pencherons aujourd'hui sur les événements politiques du mois.

Le bilan de «l'expérience» Mendès-France:

Après huit mois de règne, Mendès-France est tombé... grâce, en particulier, aux bons offices de son excellent confrère en radicalisme, René Mayer.

Rien à dire: ce sont là les jeux de la politique.

Les jeux auxquels se livrent, à longueur d'année et aux frais des contribuables, les quelque six cents clowns du Cirque Bourbon. Avec une louable application, ces braves gens offrent à leurs électeurs, de moins en moins nombreux, un spectacle permanent de pitreries infantiles - qui n'ont même plus le mérite de faire rire personne.

Au cours d'une mémorable représentation de gala, la meute hétéroclite de ses adversaires a fini par avoir raison de l'homme dont l'irruption fracassante sur la piste ministérielle avait troublé le sommeil des uns et contrarié la digestion des autres.

Sur la dépouille du pseudo «superman» enfin terrassé, le menu peuple des radicaux à la Martinaud-Déplat, des croqueurs d'osties à la Bidault et des «indépendants» à la Reynaud ont exécuté une frénétique danse du scalp.

Après quoi, sous la haute direction de ce bon M. Coty, a recommencé l'habituelle ronde des souris trottoirantes à la recherche d'un fromage ministériel.

Encore une fois, rien à dire: ce sont les jeux classiques de la politique.

Mais pourquoi Mendès-France est-il tombé? Pourquoi avait-il coalisé contre lui de tels ressentiments?

Dressons le bilan de son «expérience».

A son actif, il faut mettre l'incontestable mérite d'avoir brutalement stoppé l'hémorragie indochinoise au prix, il est vrai, d'une opération chirurgicale «douloureuse» au cœur des patriotes, et «aux portefeuilles des trafiquants.

Pour le reste...

Sur le plan international, Mendès-France démolit la C.E.D., puis, effrayé par son audace, fait machine arrière, sort les bâtarde accords de Paris et court à Washington pour se faire pardonner ses écarts.

Sur le plan économique, à part une méritoire offensive contre les privilèges des bouilleurs de cru et des betteraviers, rien.

Sur le plan colonial, après le voyage de Tunis, il tergiverse, hésite, puis cède au chantage des colonialistes et lance les forces répressives sur l'Algérie.

Sur le plan social, immobilisme total: quelques beaux discours sur la «justice» sociale et la plaisanterie du rendez-vous d'octobre.

Sur le plan de la laïcité, abandon complet devant les exigences cléricales: extension de la loi Barangé et génuflexions vaticanes.

Mendès-France n'a-t-il donc rien fait?

L'inquiétude des possédants:

Si: il a fait PEUR. Peur, non pour ce qu'il a fait, mais pour ce qu'ON craignait qu'il fit.

Il a fait PEUR à la clique des colonialistes accrochés à leurs monstrueux privilèges de négriers comme, des pieuvres à leurs proies.

PEUR au grand capitalisme hérissé devant ses coffres-forts à la menace de voir toucher à ses super-bénéfices.

PEUR à la multitude des profiteurs petits et grands de la IVème, agglutinés autour de l'assiette au beurre comme autant de mouches voraces.

PEUR à ces grandes castes inquisitoriales d'un autre âge, la Magistrature et la Police, dont quelques récentes affaires ont démontré le degré de pourriture et qui n'ont pas trouvé, semble-t-il, en ces «pénibles» circonstances, l'habituelle «protection» gouvernementale.

PEUR à une Eglise dont l'indolent triomphe s'inquiétait - bien à tort - de voir remis en question des «conquêtes» - acquises sur la lâcheté des laïques.

Oui, Mendès-France a fait peur à tous ces gens-là, sans pour autant gagner la confiance, par des actes positifs, de ceux sur qui il aurait pu s'appuyer: les petites gens, les laborieux, les travailleurs.

Mendès-France n'a pas su - ou, plus exactement, pas voulu choisir. Car P.M.F., grand commis-voyageur de la Bourgeoisie régnante, ne pouvait pas - et ne voulait pas - détruire ce régime, mais au contraire le sauver.

Aveuglés par leur égoïsme et leur cupidité, ceux qui en profitent ne l'ont pas compris. Devant cette coalition de la peur des nantis, Mendès est tombé!

Sans beauté, d'ailleurs.

Je ne parle pas de ce retour à la tribune après le vote, non conforme, paraît-il, à la «tradition» parlementaire, mais des mercantiles manœuvres qui ont précédé la chute: nomination d'un gaulliste au gouvernement général de l'Algérie, nomination d'un autre gaulliste, le propre frère du général, au commissariat de l'Exposition de Bruxelles, blocage des promotions de la Légion d'honneur, etc.

Par là, le «grand» homme s'est replacé au rang qui est le sien: celui d'un politicien. Seuls s'en étonneront ceux qui conservent quelques illusions sur les mœurs du «Milieu» parlementaire.

Après quoi, Pinay le tanneur, l'homme des Grands Intérêts Economiques, Pflimlin le Sacristain, l'homme de l'Eglise, et Pineau le socialiste ont accompli leur tour de piste. Sans succès.

Nous laisserons aux militants socialistes le soin de juger la tentative d'un homme - et d'un parti - qui, pour accéder au pavois ministériel, avaient accepté de «dédouaner» le parti de la réaction cléricale et de trahir, une fois de plus, la laïcité en promettant à ses adversaires le «statu quo» scolaire.

Après l'échec de Pineau, d'autres suivront, dont l'un finira par réussir au milieu de la lassitude générale. Peu nous importe son étiquette politique: nous savons qu'il appartiendra à cette faune de politiciens sans envergure, mais non sans appétit, de comédiens sans talent, mais non sans vanité, d'arrivistes aux dents longues et à la conscience courte ou, d'ans la meilleure hypothèse, de fossiles momifiés et d'honnêtes imbéciles.

Pour tout homme de bon sens, il n'est rien à espérer de ces pitres qui s'agitent sur les travées du cirque, attardés à jouer aux jeux puérils de la politique dans un monde qu'ébranlent les explosions de bombe H, aussi inconscients de la catastrophe menaçante que le furent les habitants de Pompéi et d'Herculanum avant d'être engloutis sous le déluge des laves incandescentes du Vésuve.

Mais que les citoyens se détournent avec raison de ces jeux absurdes ne doit pas les détourner d'une action sociale plus que jamais nécessaire.

L'abstention électorale et le refus de la politique n'ont de sens que s'ils se concrétisent dans une volonté permanente de lutte pour un renouveau social.

Les électeurs qui désertent les urnes le feront utilement en rejoignant dans l'action les anarchistes qui luttent pour remplacer le Pouvoir politique des Etats par le Fédéralisme libertaire des peuples.

Maurice FAYOLLE.
